

Novembre 2025

iles  
de  
paix

# Pesticides : l'illusion de la modernité, le coût sociétal caché d'une technologie obsolète

## Analyse

Dans le contexte d'après-guerre, le modèle agricole productiviste est apparu comme une réponse logique à la volonté de l'époque de retrouver rapidement une autonomie alimentaire, en produisant davantage avec moins de bras, en misant notamment sur les monocultures de variétés à haut rendement. Environnement, santé, durabilité des systèmes agricoles... La dépendance de plus en plus grande de ce modèle aux intrants chimiques a, depuis, révélé ses effets négatifs, dont nous faisons collectivement les frais aujourd'hui. Quels sont les enjeux ? Et surtout est-il encore possible de s'en prémunir ?

Découvrez  
nos autres publications



Avec le soutien de

Bruno Schiffers

 FÉDÉRATION  
WALLONIE-BRUXELLES

## Iles de Paix, c'est toi, moi, elle, lui, elles, eux... en un mot : nous !

Par l'élaboration et la diffusion d'études, analyses et outils socio-culturels d'Éducation Permanente, Iles de Paix soutient le développement, chez l'ensemble des citoyens de la FWB, d'une citoyenneté active et critique. Dans cette même optique, l'association donne périodiquement la parole à des citoyennes et citoyens, qu'ils soient volontaires ou sympathisants, dont les contributions enrichissent notre réflexion et élargissent notre perspective.

# Pesticides : l'illusion de la modernité, le coût sociétal caché d'une technologie obsolète

### L'auteur

### **Bruno Schiffers**

Ingénieur, Docteur en Sciences Agronomiques, Bruno Schiffers était, jusque

fin 2018, Professeur et responsable du Laboratoire de Phytopharmacie de Gembloux Agro-Bio Tech.

Durant presque 40 années de carrière dans la recherche, il a pu aborder presque tous les aspects liés aux risques pour la chaîne alimentaire et à l'usage des pesticides comme en témoignent ses publications scientifiques.

Durant les 20 dernières années, ses recherches et ses activités d'expert (auprès de l'AFSCA, du Comité Régional Phyto, du Conseil Supérieur de la Santé et du Conseil de Biosécurité) se sont orientées sur l'évaluation des risques. Il continue à travailler, avec sa société AG-TECH CONSULT, comme expert en ingénierie de formation.

Depuis 8 ans, il est administrateur chez Iles de Paix. Il est également administrateur chez Nature & Progrès, et chauffeur bénévole pour ALTEO.



*Et si ce que l'on nous a vendu comme un progrès indispensable n'était en réalité qu'une supercherie? Pendant des décennies, on nous a martelé le même récit : sans pesticides, nos champs seraient envahis de ravageurs, nos récoltes décimées et l'Europe, condamnée à la famine. Au-delà des champs, c'est aujourd'hui l'ensemble de la société qui paie la facture. Est-il tolérable que nos enfants respirent un air chargé de molécules toxiques, boivent une eau contaminée et mangent chaque jour des aliments imprégnés de résidus chimiques ? Pourquoi acceptons-nous que les coûts de dépollution, les soins liés aux maladies chroniques générés par l'exposition aux pesticides et les pertes de biodiversité soient supportés par les citoyens, tandis que les bénéfices privés sont captés par l'agro-industrie ?*

*Et pourtant, un autre chemin est possible. Partout, des paysans innovent : l'agroécologie, l'agriculture biologique et les pratiques durables démontrent qu'il est possible de nourrir la population tout en préservant la santé et l'environnement. Qu'attendons-nous pour reconnaître que la véritable modernité n'est plus dans la chimie, mais dans la diversité des cultures, la résilience des écosystèmes et l'alliance entre science et respect du vivant ?*

# La Belgique, royaume des pesticides

L'essor des pesticides en Europe (350.000 tonnes par an selon l'*Atlas des pesticides*, 2023) s'est produit dans le sillage de la Révolution verte, amorcée dans les années 1940 et intensifiée dans les années 1960 et 1970. Dans le contexte d'après-guerre, marqué par la volonté de retrouver rapidement une autonomie alimentaire, les grandes exploitations modernisées répondaient aux objectifs fixés aux agriculteurs par l'Europe : produire davantage avec moins de bras pour répondre à l'exode rural lié notamment au développement (1) des réseaux routiers facilitant la mobilité, mais aussi (2) des industries (sidérurgies, automobile, agroalimentaire) et (3) du secteur tertiaire (banques, administrations, services) qui recrutaient massivement, offrant des emplois plus rémunérateurs et moins pénibles qu'en agriculture. La chimie a ainsi permis à une profession en mutation de relever ce défi tout en réduisant la pénibilité de nombreux travaux agricoles tels que le désherbage manuel. Ce sont ainsi plus de 1000 substances actives qui ont été approuvées, mises sur le marché et utilisées à grande échelle entre les années 1970 et 1990, chaque "problème" devant trouver sa solution chimique. Très vite, engrais et pesticides se sont intégrés dans un **modèle agricole de plus en plus productiviste**, fondé sur les monocultures, la mécanisation, la sélection de variétés à haut rendement, la spécialisation des spéculations et l'exportation de volumes croissants (jusqu'à 90% de la production dans certains secteurs). Ce modèle, qui s'imposait alors comme une réponse logique aux contraintes de l'époque, a progressivement révélé ses **effets négatifs sur l'environnement, la santé et la durabilité des systèmes agricoles**.

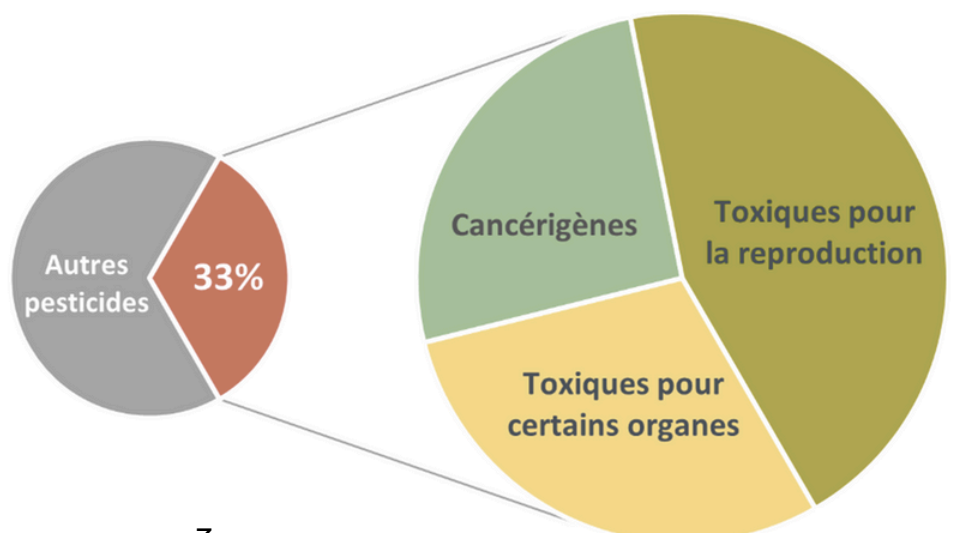
En Europe, c'est surtout la **Politique agricole commune** de l'UE (PAC), entrée en vigueur en 1962, qui a ainsi accéléré la concentration des terres et l'abandon de l'agriculture tradi-

tionnelle. Elle reste, encore aujourd'hui, l'un des moteurs du recours massif aux intrants chimiques car elle subventionne massivement l'agriculture basée sur la chimie. Les molécules de synthèse comme le DDT (dichlorodiphényltrichloroéthane) ou d'autres organochlorés ainsi que des herbicides et insecticides furent tour à tour présentées comme des solutions "miraculeuses", capables d'éradiquer définitivement ravageurs et maladies, et de faire disparaître pour toujours la menace de famines en Europe.

En Belgique, cette dynamique a été amplifiée par la structure agricole : exploitations de taille moyenne mais intensives, tournées vers l'exportation (pommes de terre, légumes, betteraves, céréales, poires). Les chiffres parlent : en Belgique, plus de 6.000 tonnes de pesticides sont encore vendues chaque année aux agriculteurs (32,3 % utilisés en Wallonie), ce qui fait de notre pays un des plus gros utilisateurs de pesticides par hectare, avec en moyenne 4-6 kg/ha, mais jusque 15,6 kg en pomme de terre. En Belgique, environ 300 substances sont autorisées. 42 d'entre elles auraient dû être retirées du marché depuis longtemps vu leurs effets toxiques et, en 2023, les 12 substances les plus toxiques à bannir de toute urgence se retrouvaient encore dans une centaine de pesticides autorisés. 1 autorisation sur 3 (pour plus de 400 produits commerciaux ou produits phytopharmaceutiques) délivrées en Belgique concerne des **produits classés dangereux pour la santé** (dont 1 sur 4 est hautement toxique : cancérigène ou toxique pour la reproduction).

Proportion des autorisations de pesticides classés dangereux pour la santé autorisés en Belgique

Source : fytoweb.be (dec. 2022)



Malgré les engagements pris par l'administration fédérale, aucune des substances les plus dangereuses n'a été remplacée par des alternatives plus sûres. La raison est claire : dans 90 % des cas, la Belgique ne respecte pas la législation européenne, en vigueur depuis plus de 7 ans, qui impose leur substitution. Au contraire, depuis 2011, lorsqu'un produit est interdit au niveau européen en raison de sa toxicité excessive, l'administration accorde tout de même des dérogations temporaires. Selon un rapport récent, **la Belgique se situe ainsi au 8ème rang des pays européens qui délivrent le plus de dérogations pour des pesticides normalement interdits**. Ce qui a fait dire que *"la Belgique était le royaume des pesticides[1]"*.

Comme le soulignent les chercheurs de l'Institut national français de recherche pour l'agriculture (INRAE, 2022) dans leur rapport prospectif sur une Europe sans pesticides : *"La dépendance chimique de l'agriculture est comparable à une addiction : le système s'est construit sur l'usage massif des intrants, et chaque alternative suppose un changement structurel profond."* Rien ne semble en effet pouvoir arrêter l'addiction du monde agricole

*"La dépendance chimique de l'agriculture est comparable à une addiction : le système s'est construit sur l'usage massif des intrants, et chaque alternative suppose un changement structurel profond."*

INRAE, *Vers une agriculture sans pesticides*, 2022.

aux pesticides : aucun des plans fédéraux belges ou régionaux de réduction des pesticides, pourtant rendus obligatoires par la législation européenne et promettant une réduction de 50 % de l'utilisation et des risques, n'a fonctionné (SPW, 2023). Manifestement, la volonté n'y était pas ! Pendant des décennies, on nous a raconté la même histoire : sans pesticides, l'Europe aurait connu la famine. Sans herbicides, nos champs seraient envahis. Sans fongicides, nos récoltes seraient perdues. Le "poison", entrant aussi dans les esprits, est devenu la norme, l'intrant chimique le symbole d'une modernité triomphante, les pesticides des outils indispensables pour la compétitivité. Et pourtant...

## De la solution miracle à l'addiction toxique : la Belgique face aux conséquences de ses choix

Aujourd'hui, le vernis craque. Avec le recul, **les effets pervers des pesticides sont désormais évidents et bien documentés**. Dans l'air que nous respirons, dans l'eau que nous buvons, dans les fruits que mangent nos enfants, dans notre pain quotidien, jusque dans les chambres ou sur les jeux des cours de récréation, on retrouve de multiples traces des molécules épandues dans les champs



© Markus Spiske - Unsplash

[1] Rapport PAN et Nature&Progrès, 2023.

environnants. Nos campagnes, loin d'incarner l'air pur et la vie, sont devenues les premières victimes d'une pollution chimique insidieuse qui franchit les murs de nos maisons, entre dans nos écoles, pollue nos hôpitaux, détruit la biodiversité.

Les pesticides, censés protéger nos cultures et assurer notre alimentation, fragilisent nos vies. Leur efficacité agricole est certes indéniable à court terme, mais leur coût social, sanitaire et écologique devient insupportable pour les citoyens.

## L'exposition à ces toxiques est généralisée : personne n'est à l'abri

On pourrait croire que les pesticides ne concernent que les agriculteurs ou les ouvriers agricoles. Que l'exposition est limitée à ceux qui les manipulent, protégés par un masque, une combinaison et des gants. Illusion. Hélas, les chiffres prouvent le contraire : **les pesticides dispersés dans les champs ou les vergers se retrouvent partout**, dans notre eau, dans notre air, dans les nuages, dans nos maisons, et finalement dans nos corps. En effet, du fait de la dérive (part des gouttelettes entraînées par le vent), de la volatilisation sous l'effet de la chaleur et du lessivage des dépôts par la pluie qui suivent une application, seule une infime partie des substances actives épandues atteignent leur cible (moins de 0,1 % selon Pimentel, 1995). La technique d'application, la pression, le type de buse, la hauteur de pulvérisation, les conditions climatiques, etc. influencent beaucoup la proportion de la bouillie qui sera réellement efficace et celle qui sera "perdue". **Nous vivons littéralement dans un brouillard chimique invisible.**

En ce qui concerne, en effet, la **qualité de l'air**, les pesticides ne restent pas confinés aux champs où ils sont pulvérisés, contrairement aux idées reçues: une partie (variable selon les substances et les circonstances atmosphériques) s'échappe lors de la pulvérisation (la dérive, surtout des fines gouttes émises), une autre partie va se volatiliser au départ du sol et des feuilles traitées. Une étude menée en



Wallonie dans le cadre du projet PROPULPPP a mis en évidence **jusqu'à 42 substances différentes dans les cours de récréation et à l'intérieur des classes d'écoles situées à proximité des champs**, et même au centre du village à plus d'un kilomètre des parcelles agricoles. En France, l'ONG Générations Futures a retrouvé dans ses capteurs 35 pesticides en 7 semaines de mesure, dont plusieurs cancérigènes et perturbateurs endocriniens. Une étude de l'Observatoire de Physique du Globe a démontré la présence de traces de pesticides (herbicides, fongicides, insecticides) dans plus de 90 % des échantillons de nuages prélevés au sommet du Puy de Dôme. Extrapolées à la France, les quantités dissoutes atteindraient de 6 à 140 tonnes de pesticides, certains interdits depuis longtemps. Ces substances peuvent voyager et se répandre dans des zones éloignées via la pluie ou la neige : **les nuages sont devenus un vecteur de dispersion planétaire des pesticides**, comme pour d'autres polluants organiques persistants. Ils témoignent du fait que **l'usage agricole n'a pas qu'un impact local, mais bien global**. Conclusion : respirer à la campagne peut donc exposer autant ou même plus à des substances chimiques (particules fines d'engrais azotés et pesticides) que vivre dans une grande ville polluée par les chauffages et le charroi automobile.

Qu'en est-il de la **qualité de l'eau**, cet autre élément vital ? Une enquête de Canopea (en 2022) révèle que plus de 80 % des rivières wallonnes contiennent des pesticides. Dans près d'un tiers

*À force de détruire pollinisateurs  
et auxiliaires de culture,  
l'agriculture se retrouve enfermée  
dans une spirale où chaque  
problème appelle un pesticide  
supplémentaire.*



© Rostichep – Pixabay

des points de surveillance, la qualité de l'eau est jugée "moyenne à mauvaise" à cause de ces molécules. Les pesticides constituent aussi une problématique sérieuse dans les eaux souterraines (SPW). Les résidus de plusieurs herbicides interdits sont régulièrement détectés, preuve de leur persistance. Et que dire des résidus des pesticides-PFAS, dont la dégradation génère le TFA, une molécule persistante et inquiétante pour la santé ? Sommes-nous prêts à accepter que l'eau du robinet, ressource publique par excellence, doive être filtrée, traitée, dépolluée... pour corriger les dégâts d'un système agricole dépendant aux intrants chimiques? Même nos eaux minérales, censées être parfaitement pures, contiennent des traces de PFAS (2.700 ng/L dans la Villers, au-delà du seuil de sécurité recommandé) et de résidus de pesticides.

Et la **biodiversité** ? Depuis vingt ans, les alertes s'intensifient. La Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques établie par les Nations Unies (IPBES) identifie les pesticides comme un facteur majeur d'effondrement du vivant. En Europe, un tiers des abeilles et papillons est menacé, notamment par les néonicotinoïdes qui perturbent l'orientation, la reproduction et la survie des pollinisateurs. En Belgique, plus de 70 % des oiseaux des plaines agricoles ont disparu en quarante ans. Les invertébrés du sol suivent la même tendance, alors qu'ils sont essentiels à la fertilité des terres. La **richesse naturelle des sols** s'effondre : la moitié des sols européens contiennent des résidus de pesticides, qui altèrent la vie souterraine, ralentis-

sent la décomposition organique et diminuent la rétention d'eau. Résultat : des terres rendues stériles, fragiles, sensibles à l'érosion, par un excès de "protection" et une agriculture enfermée dans une spirale où chaque problème appelle un pesticide supplémentaire, à force de détruire pollinisateurs et auxiliaires de culture.

Et que dire de **nos intérieurs** ? Une enquête (Velt, 2023) a révélé que 21 pesticides en moyenne étaient présents dans les chambres à coucher en Flandre. Des perturbateurs endocriniens ont été retrouvés dans 100 % des échantillons, et des substances nocives pour la fertilité dans 99% des cas. Certaines molécules, comme le tristement célèbre DDT, interdit depuis 1974, persistent encore dans un tiers des foyers. Le Conseil Supérieur de la Santé en Belgique rappelle que les pesticides s'ajoutent à d'autres polluants de l'air intérieur, créant une charge toxique multiple difficile à contrôler.

Et dans **nos assiettes**, sommes-nous obligés de les déguster ? L'Autorité européenne de sécurité alimentaire (EFSA) confirme que plus de 40 % des fruits et légumes vendus en Europe contiennent des résidus de pesticides. Certes, la plupart restent dans les limites légales, les limites maximales de résidus (LMR) fixées par la Commission européenne sur avis de l'EFSA. Mais celles-ci sont fixées molécule par molécule, sans prendre en compte l'"effet cocktail" : le mélange de plusieurs substances dans un même aliment, alors même que chaque fruit et légume contient,

en moyenne, entre 4 et 8 résidus différents. Les conséquences sont mesurables : en Wallonie, les résultats du biomonitoring EXPOPESTEN révèlent la présence de traces de pesticides (substances actives et leurs métabolites) dans les urines, parfois en concentrations supérieures aux seuils de référence.

*Si boire, manger, respirer entraînent une contamination quotidienne par les pesticides, que reste-t-il de notre liberté de choix ?*

Nous pensions être protégés par la réglementation, mais la réalité est crue : **l'exposition est généralisée**. Alors, une question s'impose : **si boire, manger, respirer entraînent une contamination quotidienne par les pesticides, que reste-t-il de notre liberté de choix ?**

## Les effets sur la santé : une bombe à retardement

**Les pesticides** n'empoisonnent pas seulement les insectes ou les herbes indésirables : ils **affectent nos corps**. Les victimes sont multiples. Les premières sont, bien sûr, les agriculteurs qui manipulent ces substances. Mais c'est aussi toute la société qui, à des degrés divers, se retrouve exposée. Ces atteintes sanitaires ne sont pas des accidents isolés : elles dessinent une véritable bombe à retardement. Les pesticides fragilisent les générations futures, compromettent la santé des enfants, réduisent l'espérance de vie en bonne santé des travailleurs agricoles et abîment la vie quotidienne des riverains. **La difficulté, c'est que les effets sont différés**. Un cancer qui apparaît vingt ans plus tard, une stérilité constatée à l'âge adulte, une difficulté d'apprentissage à l'école : comment les relier directement aux pesticides ? Cette incertitude scientifique alimente **l'inaction politique**, alors que les signaux sont clairs. En réalité, il ne s'agit pas de savoir si les pesticides

rendent malades, mais combien de maladies, combien de vies écourtées ? Et combien la société acceptera-t-elle de "payer" pour tous les maladies causées par les pesticides ? C'est parce que **les coûts cachés des pesticides** représentent une véritable menace pour l'avenir de la sécurité sociale que les mutuelles tirent à présent la sonnette d'alarme (A. Verhamme, Directeur Général de la Mutualité Chrétienne, allant jusqu'à prôner une interdiction des pesticides dans l'éditorial d'*En Marche* de juin 2025 !).

## Les agriculteurs, agricultrices, travailleurs et travailleuses en première ligne

Selon une estimation publiée dans *Environmental Health* en 2020, **près de 385 millions d'empoisonnements aigus aux pesticides surviennent chaque année dans le monde**. Cependant, si les cas d'intoxication aigüe sont heureusement rares chez nous (grâce au port d'équipements de sécurité et au mode de pulvérisation qui réduit le contact direct avec les composés toxiques), l'exposition répétée aux pesticides lors de la préparation de la bouillie, de l'épandage et du nettoyage du matériel et des emballages conduit à l'apparition de symptômes de diverses maladies chroniques. *"Quand je pulvérise, je sens les produits à travers le masque. Et le soir, j'ai mal à la tête, je tousse, j'ai la gorge qui brûle"*, témoignait un agriculteur lors d'une



*“Chaque jour, dans nos cabinets, nous voyons des enfants souffrant de troubles de l’attention, de difficultés d’apprentissage, de comportements hyperactifs. Ces pathologies ne sont pas que des fatalités : elles sont liées à l’environnement dans lequel ils grandissent et à leur imprégnation chimique.”*

Un médecin auditionné au Parlement wallon



© Canva

audition devant le Parlement wallon, en 2025. Ces symptômes, que beaucoup connaissent et qui sont qualifiés de “banals”, sont ceux d’intoxications répétées. En France, l’expertise de l’Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) a démontré une relation forte entre exposition professionnelle et lymphomes non hodgkiniens, cancers de la prostate et maladie de Parkinson. Cette dernière est aujourd’hui reconnue comme maladie professionnelle liée aux pesticides en France... mais toujours pas en Belgique. Par ailleurs, on constate que les agriculteurs exposés présentent un risque accru de troubles neurologiques et de dépressions conduisant au suicide, phénomène passé sous silence. D’autres professionnels sont également régulièrement exposés à des pesticides dont on retrouve les traces dans leurs urines : les ouvriers agricoles lors de la récolte, ou encore les fleuristes particulièrement exposés lors de la manipulation de fleurs traitées (telles que les roses, les gerberas, et les chrysanthèmes).

## Les femmes enceintes et leur fœtus : une vulnérabilité extrême

Les pesticides traversent la barrière placentaire. Des études ont montré leur présence dans le sang de cordon et le lait maternel. Lors de l’audition de la Société Scientifique de Médecine Générale devant le Parlement wallon en 2025, les médecins présents ont insisté : **“Il existe un lien entre l’expo-**

**sition des femmes enceintes aux pesticides et les anomalies du développement neurologique des enfants.”** L’expertise collective de l’INSERM confirme : même à très faibles doses, de nombreux pesticides sont des perturbateurs endocriniens, ils affectent la thyroïde fœtale et modifient la mise en place du système nerveux central. Cela entraîne un risque accru de retard de croissance intra-utérin, de malformations congénitales et de prématurité.

Le cas de Laure Marivain, fleuriste, est exemplatif d’une sous-estimation des risques professionnels : enceinte de sa fille, elle fut, par ses activités professionnelles, exposée durant sa grossesse aux multiples dépôts présents sur les bouquets. Sa fille Emmy est morte le 12 mars 2022, après sept années à lutter contre un cancer. Elle avait 11 ans. Emmy est le premier enfant dont le décès a été reconnu par le Fonds d’indemnisation des victimes de pesticides (FIVP).

## Les enfants : premières victimes invisibles

Car les enfants ne sont pas de petits adultes ! Ils absorbent plus vite et éliminent moins bien les toxiques. Leur système nerveux en plein développement est particulièrement sensible. L’étude EXPOPESTEN menée en Région wallonne sur 258 enfants wallons a montré la présence de résidus de pesticides dans 100 % des urines analysées, certains dépassant les seuils toxicologiques de référence. Les conséquences de cette multi-exposition en début de vie sont

graves et bien documentées aujourd’hui : baisse du QI, troubles de l’attention et de la mémoire, hyperactivité. L’étude PELAGIE a confirmé ces résultats, mettant en évidence un retard psychomoteur lié à l’exposition prénatale. Une méta-analyse internationale a aussi trouvé une forte corrélation entre l’exposition des enfants aux pesticides et l’augmentation des cancers pédiatriques (leucémies, tumeurs cérébrales). Un des médecins auditionnés au Parlement wallon résumait ainsi sa pratique : **“Chaque jour, dans nos cabinets, nous voyons des enfants souffrant de troubles de l’attention, de difficultés d’apprentissage, de comportements hyperactifs. Ces pathologies ne sont pas que des fatalités : elles sont liées à l’environnement dans lequel ils grandissent et à leur imprégnation chimique.”**

## Les riverains : vivre à côté des champs, au prix de sa santé

Ceux qui habitent près des champs connaissent aussi cette réalité. Dans une enquête citoyenne publiée en 2024, une mère racontait : *“Les jours de pulvérisation, l’odeur est si forte que nous devons fermer toutes les fenêtres. Pourtant, mes enfants reviennent de l’école avec des maux de tête.”* Un autre témoignage évoque la perte de valeur des maisons : *“Ici, personne ne veut acheter. On vit entourés de cultures intensives, les gens savent*

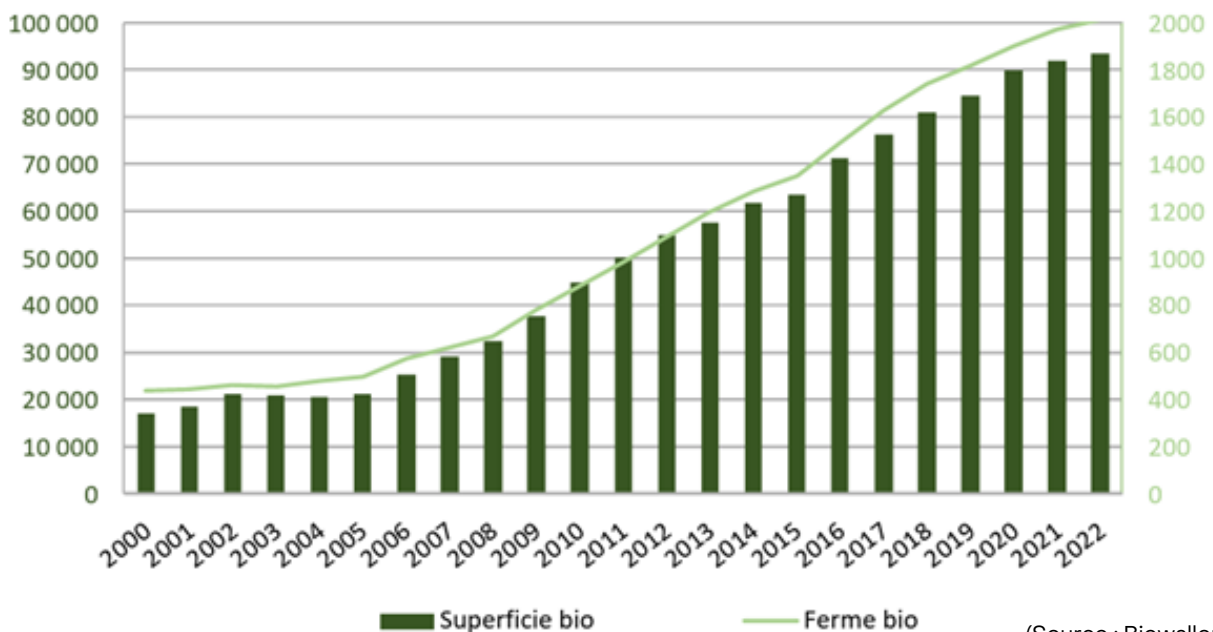
*que ça sent le poison à chaque printemps.”* Les témoignages de nombreuses familles wallonnes riveraines des champs concordent : après les épandages, elles ont constaté des irritations cutanées, des crises d’asthme ou des toux persistantes. Leurs animaux de compagnie en souffrent également (décès constatés de chiens et même de chevaux). Comme le souligne une association de riverains auditionnée au Parlement wallon en 2025 : *“Nous ne voulons pas être considérés comme des victimes collatérales acceptables d’un système agricole productiviste.”*

## Des alternatives existent pour sortir de l’addiction chimique

*La preuve par l’exemple : le cas de la Wallonie*

Face à l’ampleur des dégâts sanitaires et environnementaux, une question s’impose : **pourrions-nous nourrir l’Europe sans pesticides ?** La réponse est claire : **oui. Non seulement c’est possible, mais c’est déjà en marche dans de nombreux territoires.** En Wallonie, près de 2.000 agriculteurs montrent l’exemple. La superficie totale certifiée en bio a plus que doublé sur les 10 dernières années pour atteindre environ 90.583 hectares, soit 12,3% de la surface agricole utile en Wallonie, ou 16% de l’ensemble des fermes wallonnes certifiées biologiques.

Évolution du nombre de fermes et de la superficie cultivée en bio



(Source : Biowallonie, 2023).

Les résultats de cette “conversion” sont clairs : **plus de biodiversité** dans les sols et dans les haies, **moins de pollution de l’eau**, et des **produits plus sûrs pour les consommateurs**. Certes, les rendements peuvent être plus faibles à court terme, mais plusieurs études montrent que l’écart se réduit fortement dans des systèmes diversifiés et que **la productivité à long terme est plus stable**. L’administration de la Région Wallonne a elle-même reconnu, lors d’une audition au Parlement Wallon, en 2025, que les fermes en “bio” produisent autant sinon plus pour certaines spéculations, et surtout que **le revenu des agriculteurs et agricultrices bio est plus stable** et souvent plus élevé que ceux qui utilisent encore des intrants chimiques. En France, le réseau Dephy Ferme a montré que l’on pouvait réduire de 30 à 50 % l’usage des pesticides sans perte de rendement ni de revenu pour les agriculteurs. Le rapport INRAE (2022) *Vers une agriculture européenne sans pesticides* souligne qu’**avec une combinaison d’agroécologie et de technologies adaptées, il serait possible de réduire de 80 % l’usage de pesticides en Europe d’ici 2050**.



Iles de Paix a consacré un numéro de la collection *Phosphore* à la question “L’agroécologie, un retour à la bêche et la charrue ?” Découvrez-le sur [ilesdepaix.org](http://ilesdepaix.org) !



lon les recherches de Sciensano, si les consommateurs belges respectaient les recommandations alimentaires du Conseil Supérieur de la Santé (CSS), non seulement ils amélioreraient leur santé, mais ils contribueraient aussi très significativement à réduire l’impact environnemental de la production agricole.

## Un modèle agricole verrouillé par les lobbies et la PAC

Cependant, construire une agriculture sans pesticides chimiques en Europe à l’horizon 2050 suppose **la prise en compte du système alimentaire dans sa globalité**, et l’implication de tous ses acteurs. En plus de permettre cette transition, les scénarios devraient contribuer à améliorer la souveraineté alimentaire en Europe, la nutrition et la santé des populations, le bilan des émissions de gaz à effet de serre, la biodiversité et l’état général des écosystèmes. Enfin, par la modification de leurs régimes alimentaires, **les consommateurs européens peuvent jouer un rôle considérable dans la transition vers une agriculture plus durable et sûre pour la santé**. Se-

Si démonstration est faite que **c’est possible et rentable pour les fermes**, pourquoi diable l’usage des pesticides ne recule-t-il pas ? Parce que **le système agricole européen est verrouillé par une coalition d’intérêts économiques et politiques** : une Politique agricole commune (PAC) encore prisonnière du productivisme, une partie du monde agricole et les multinationales de l’agrochimie.

Ainsi, **la PAC continue de récompenser les plus gros consommateurs de pesticides**. Selon l’INRAE (2022), ses aides encouragent encore les monocultures et les systèmes à forte intensité chimique, sous couvert d’un verdissement de faç-

de. En Belgique comme ailleurs, les mesures agro-environnementales restent marginales, pendant que **les fermes les plus polluantes touchent les plus grosses subventions.**

Car les pesticides n'ont pas seulement permis d'accroître la productivité : ils ont aussi introduit une **dépendance agronomique et économique des agricultrices et agriculteurs**, captifs d'un système productiviste. En effet, d'une part, le choix orienté, pour certaines spéculations, vers des variétés productives mais très sensibles aux bioagresseurs, a rendu "nécessaire" la protection chimique. D'autre part, vu la pression exercée sur les prix par l'industrie agroalimentaire et les distributeurs, la rentabilité ne peut être assurée que par une production élevée. Ce modèle intensif est donc défendu bec et ongles par certaines organisations agricoles, qui brandissent l'**argument de la compétitivité**. Mais derrière ce discours se cache une impasse : maintenus dans une dépendance structurelle, des agriculteurs s'endettent pour acheter toujours plus d'intrants. Lors d'une audition au Parlement wallon en 2025, une représentante de la Fédération wallonne de l'Agriculture (FWA) a admis : *"Oui, les pesticides posent des problèmes, mais sans eux nous ne pouvons pas assurer la compétitivité face aux pays voisins."* Autrement dit : continuons d'empoisonner pour ne pas perdre la course !

*Ce n'est pas l'absence d'alternatives qui maintient les pesticides, mais une alliance d'intérêts qui choisit sciemment de sacrifier la santé et l'environnement au profit de la compétitivité à court terme.*

Cet usage massif de produits chimiques interroge toutefois sérieusement la durabilité du modèle agricole européen, fondé sur les intrants et les énergies fossiles. Dans une lettre ouverte, Etienne de Callataÿ, économiste réputé, soulignait en 2023: *"En fait, la plus grande différence avec les voisins du nord est qu'aujourd'hui, la majorité des Hollandais et des Flamands savent qu'ils doivent très rapidement faire évoluer leur agriculture, là*

*où en Wallonie, certains dans le monde agricole et politique sont dans l'illusion et dans une posture de combat contre un 'agri-bashing' imaginaire. Ils voient [dans le constat des scientifiques] du dénigrement alors qu'ils sont, eux, dans le déni, au point que l'on doit parler de mauvaise FWA".*

Rappelons par ailleurs que **70 % du marché mondial des pesticides sont détenus par seulement cinq multinationales** – Bayer-Monsanto, BASF, Syngenta-ChemChina, Corteva et FMC. Leur puissance financière est telle qu'ils peuvent dicter l'agenda politique, financer des études biaisées et retarder l'interdiction des substances les plus dangereuses. Le Corporate Europe Observatory a documenté leurs stratégies : accès privilégié aux décideurs, experts infiltrés dans les groupes d'évaluation, procédures juridiques contre toute interdiction, discrédit des chercheurs, ... Résultat : des molécules hautement toxiques, voire bannies ailleurs, continuent d'être pulvérisées dans nos champs. Et que dire du processus d'évaluation européen, gangrené par les conflits d'intérêts ? Le scandale des "Monsanto Papers" l'a révélé en 2017 : des passages entiers du rapport sur le glyphosate de l'EFSA avaient été copiés-collés depuis les documents de Monsanto (Portier, 2018). Comment croire à une science indépendante quand les gardiens de la santé publique reprennent les arguments des fabricants ?

**Ce n'est donc pas l'absence d'alternatives qui maintient les pesticides, mais une alliance d'intérêts qui choisit sciemment de sacrifier la santé et l'environnement au profit de la compétitivité à court terme.** Comme le rappelle l'Atlas des pesticides (2023) : *"L'agriculture européenne pourrait réduire massivement son usage de pesticides, mais l'addiction chimique est entretenue par des intérêts industriels, des lobbies agricoles et des politiques publiques."*

# La transition, pas sans efforts ni soutien des citoyens

**La transition** est indubitablement en route en Europe, mais elle **est bien trop lente**. Pourquoi ? Parce que le système actuel est bâti sur une idéologie productiviste, héritée d'une époque où l'on croyait que plus de pesticides, plus d'engrais signifiait plus de progrès.

Mais cette croyance s'effrite. Les citoyens n'acceptent plus de voir leurs enfants contaminés dès la naissance, leurs jardins transformés en zones de pulvérisation, leurs rivières polluées, leur assiettes assaisonnées de cocktails toxiques. Les médecins, les chercheurs, les associations, les riverains témoignent et alertent. Mais bien plus, les citoyens – qui sont aussi des électeurs – osent enfin faire savoir aux décideurs qu'ils en ont assez ! Ils assignent les responsables politiques au tribunal (ex : l'annulation par le Conseil d'Etat de *“six décisions autorisant l'utilisation d'insecticides à base de substances actives ‘néonicotinoïdes”* interdites dans l'Union européenne), ils lancent des pétitions qui rassemblent des milliers, des millions de signatures. Citons ainsi le récent exemple de celle qui a recueilli en France plus de 2 millions de signatures en quelques semaines, faisant reculer le pouvoir exécutif : oui, décidemment le modèle productiviste cher à beaucoup d'agriculteurs a Duplomb[2] dans l'aile !

## Pour conclure...

La présente note propose d'ouvrir les yeux sur les effets pervers de ce système. Elle ne se contente pas de dresser un état des lieux : elle invite à un **débat de conscience**. Est-il encore acceptable pour le citoyen belge de subir en silence cette exposition quotidienne à des produits toxiques au profit de quelques-uns ?

La Belgique constitue un cas d'étude particulièrement révélateur : pays densément peuplé, où les pressions agricoles et environnementales se croisent, et où le débat sur la transition agroécologique prend une dimension

sociale et politique forte. Car **les pesticides ne sont plus seulement l'affaire des agricultrices et agriculteurs, de leurs syndicats ou des académiques : c'est une affaire de société**. En Belgique comme ailleurs dans le monde, chaque citoyen est légitimement concerné et a le droit de faire entendre sa voix !

Il faut le faire savoir : **changer de modèle n'est pas une option technique, c'est un choix démocratique**. Un choix, basé sur la science et la raison, sur la morale et l'éthique, qui nous engage toutes et tous, comme citoyens, consommateurs, électeurs. C'est un choix qui demande du courage politique, mais aussi de la solidarité avec les agriculteurs, afin qu'ils puissent se libérer de cette dépendance imposée.

Ce constat ne doit pas nous paralyser : chaque citoyen peut agir comme le succès de récentes pétitions citoyennes l'a démontré. **Pour se faire entendre des décideurs, chacun peut signer et relayer des pétitions** telles que celles de Canopea ou de Nature & Progrès[3] ; soutenir les démarches citoyennes d'interpellation ; participer aux enquêtes publiques sur l'aménagement du territoire ou sur les “plans wallons de réduction



[2] Du nom du sénateur français porteur du projet de loi visant notamment à réautoriser des dérogations pour l'usage, par les agriculteurs et agricultrices, d'acétamipride, pesticide pourtant reconnu toxique.

[3] À la date du 2/12/2025, quatre des cinq pétitions renseignées dans [cet article de Canopea](https://www.canopea.be/la-technique-des-petits-pas-ou-le-surplace-politique/) étaient, par exemple, encore actives : <https://www.canopea.be/la-technique-des-petits-pas-ou-le-surplace-politique/>.



© Pauline Loroy - Unsplash

des pesticides” ; rejoindre ou créer des collectifs citoyens qui organisent des actions de sensibilisation, des conférences (comme celles de l’Education permanente) ou des mobilisations pacifiques ; témoigner dans les médias. Avec plus de 2000 signatures, le Parlement wallon a été obligé d’organiser des auditions sur les liens entre pesticides, santé et environnement. Avec plus de 2.000.000 de signatures en France, la Loi Duplomb a dû être revue par le Conseil d’Etat au grand dam de la FNSEA, principal syndicat aux positions conservatrices.

Chacun peut aussi agir au quotidien en orientant **ses choix de consommation** : privilégier les circuits

courts, soutenir l’agriculture biologique, refuser l’achat de produits issus d’une agriculture intensive, interpeller son supermarché pour exiger plus de transparence sur l’origine et les modes de production, et, pourquoi pas, dialoguer avec les agriculteurs voisins (par exemple : pour ceux qui ont un magasin de vente directe, entamer une discussion avec eux sur ces aspects). Il est tout aussi essentiel d’entretenir le dialogue avec ses élus (écrire aux parlementaires, participer aux conseils consultatifs locaux ou aux ceintures alimentaires). **Mis bout à bout, ces gestes – qu’ils soient modestes ou plus engagés – contribueront à modifier le rapport de force et à rendre visible une volonté collective de changement.**

# Références

- Atlas des pesticides (2023). Heinrich Böll Stiftung, BUND, PAN Europe.
- Beketov, M. A., et al. (2013). *Pesticides reduce regional biodiversity of stream invertebrates*. PNAS, 110(27), 11039–11043.
- Berger, N. (2025). *Les habitudes alimentaires des Belges et le rôle des environnements alimentaires*. Sciensano, présentation du 26/09/2025. Journée de l'Alimentation Durable, Namur.
- Biowallonie (2023). *Les chiffres du bio 2022 en Wallonie*. APAQ-W & Biowallonie, 2 juin 2023. 50 p.
- Boedeker, W., Watts, M., Clausing, P., & Marquez, E. (2020). *The global distribution of acute unintentional pesticide poisoning: estimations based on a systematic review*. BMC Public Health, 20, 1875.
- Bouchard, M. F., et al. (2011). *Prenatal exposure to organophosphate pesticides and IQ in 7-year-old children*. Environmental Health Perspectives, 119(8), 1189–1195.
- Brühl, C. A., et al. (2013). *Terrestrial pesticide exposure of amphibians: an underestimated cause of global decline?* Scientific Reports, 3, 1135.
- Canopea (2023). *Les pesticides dans l'eau en Wallonie*. Rapport de recherche.
- Charlier, C. et al. (2024). *Étude EXPOPESTEN : exposition des enfants wallons aux pesticides*. Université de Liège.
- Claeys, W. L., Schmit, J.-F., Bragard, C., Maghuin-Rogister, G., Pussemier, L., & Schiffers, B. (2011). *Exposure of several Belgian consumer groups to pesticide residues through fresh fruit and vegetable consumption*. Food Control, 22 (3-4), 508–516.
- Collectif Riverains (2024). *Habiter à côté des champs : témoignages de riverains exposés aux pesticides*. Document interne.
- Corporate Europe Observatory (2020). *Toxic lobbying: the pesticide industry's playbook to delay regulation*. Bruxelles.
- Foucart, S. (2025). *Des dizaines de tonnes de pesticides présentes dans les nuages au-dessus de la France*. [Le Monde, 20 septembre 2025](#).
- Goulson, D. (2013). *An overview of the environmental risks posed by neonicotinoid insecticides*. Journal of Applied Ecology, 50(4), 977–987.
- Guyomard, H., & Jacquet, F. (2015). *Réduire l'usage des pesticides en France : faisabilité et conditions*. INRA Sciences Sociales, 6–7/2015.
- INRAE (2022). *Vers une agriculture européenne sans pesticides*. Rapport de prospective. Paris : INRAE.
- INSERM (2013). *Pesticides : effets sur la santé*. Expertise collective. Paris : Inserm.
- INSERM (2021). *Pesticides et santé : actualisation des connaissances*. Expertise collective. Paris : Inserm.
- IPBES (2019). *Global assessment report on biodiversity and ecosystem services*. IPBES Secretariat.
- Khanjani, N., et al. (2017). *Systematic review and meta-analysis of pesticide exposure and childhood cancers*. Public Health.
- La Merrill, M., Vandenberg, L., et al. (2020). *Consensus on the key characteristics of endocrine-disrupting chemicals*. Nature Reviews Endocrinology, 16, 45–57.
- Mandard, S. (2024). *Les fleuristes, victimes ignorées des pesticides : « Si l'on m'avait mise en garde, ma fille serait encore là »*. [Le Monde, octobre 2024](#).
- Mnif, W., Hassine, A. I., et al. (2011). *Effect of endocrine disruptor pesticides: a review*. International Journal of Environmental Research and Public Health, 8(6), 2265–2303.
- Mora O., Berne J.-A., Drouet J.-L., Le Mouël C., Meunier C. (coord.), 2025. *Vers une agriculture européenne sans pesticides. Trois scénarios à l'horizon 2050*. Versailles, éditions Quæ, 342 p.
- Natagora (2023). *Cultivons la biodiversité : résultats de fermes pilotes wallonnes*. Rapport d'évaluation.
- Pelosi, C., Barot, S., et al. (2021). *Pesticides in soil: a hidden threat for biodiversity and food security*. Agronomy for Sustainable Development, 41, 10.
- Pimentel, D. (1995). *Amounts of pesticides reaching target pests: Environmental impacts and ethics*, Journal of Agricultural and Environmental Ethics, 1995.
- Ponisio, L. C., et al. (2015). *Diversification practices reduce organic to conventional yield gap*. Proceedings of the Royal Society B, 282, 20141396.
- Portier, C. (2018). *Comments on glyphosate hazard assessment in Europe*. Environmental Sciences Europe, 30, 23.
- Poulsen, V. (2017). *Pesticide taxation in Denmark: lessons learned*. Danish EPA.
- Rauh, V. A., et al. (2012). *Prenatal exposure to organophosphates and IQ in 7-year-old children*. Environmental Health Perspectives, 120(8), 1183–1189.
- Seufert, V., Ramankutty, N., & Foley, J. (2012). *Comparing the yields of organic and conventional agriculture*. Nature, 485, 229–232.

- Société Scientifique de Médecine Générale (2025). *Audition au Parlement wallon sur les impacts sanitaires des pesticides*.
- SPW Agriculture (2023). *Statistiques de l'agriculture biologique en Wallonie*.
- Toumi, K., Joly, L., Vleminckx, C., & Schiffers, B. (2019). *Exposure of workers to pesticide residues during re-entry activities: A Review*. Human and Ecological Risk Assessment.
- Toumi, K., Laure, J., Vleminckx, C., & Schiffers, B. (2017). *Risk Assessment of Florists Exposed to Pesticide Residues through Handling of Flowers and Preparing Bouquets*. International Journal of Environmental Research and Public Health, 14(5), 526.
- Turner et al. (2018). *Concepts and critical perspectives for food environment research: A global framework with implications for action in low- and middle-income countries*. Global Food Security 18 (2018), 93–101.

Éditeur responsable

**Iles de Paix ASBL**

Rue du Marché 37

4500 Huy

085 23 02 54

[education.permanente@ilesdepaix.org](mailto:education.permanente@ilesdepaix.org)

[www.ilesdepaix.org](http://www.ilesdepaix.org)

**iles  
de  
paix**